

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 22 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALLOO FRANCE MARQUETTE

10 avenue Industrielle BP 23
59520 Marquette-lez-Lille

Références : inspection du 20/02/2024
Code AIOT : 0007004253

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement GALLOO FRANCE MARQUETTE implanté 10 Avenue Industrielle BP 23 59520 Marquette-lez-Lille. L'inspection a été annoncée le 19/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée suite au départ de feu dans le stock de DEEE de l'exploitant, information faite à l'inspection le 18/02.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALLOO FRANCE MARQUETTE
- 10 Avenue Industrielle BP 23 59520 Marquette-lez-Lille
- Code AIOT : 0007004253
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALLOO France SA Marquette (ex CIBIE Recyclage) est spécialisée dans la récupération, le recyclage et la revalorisation des métaux ferreux et non ferreux. Elle réceptionne et stocke des déchets de métaux et alliages de résidus métalliques ferreux, des véhicules hors d'usage (VHU) ainsi que des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). Les déchets réceptionnés sont

broyés, triés (métaux ferreux, non ferreux, plastiques, terres...) et revalorisés.

Le site s'étend sur environ 4,8 ha et se situe sur la commune de Marquette-lez-Lille, en bordure du canal de la Deûle. Les activités du site sont réglementées notamment par l'arrêté préfectoral du 13/11/2023.

En outre, l'exploitant dispose des agréments pour la dépollution et le broyage des VHU.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives si les demandes d'actions correctives ne sont pas respectées :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 – art. 5.1.5	Sans Objet
9	Prévention et gestion des déchets	AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 – art. 6.1.3	Sans Objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration d'accident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69	Sans objet
2	Situation administrative	AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 - art.1.2.1	Sans objet
3	Situation administrative	AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 - art.1.2.1	Sans objet
4	Situation administrative	AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 - art.1.2.1	Sans objet
5	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 – art. 5.1.2	Sans objet
6	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 – art. 5.1.4	Sans objet
8	Prévention des risques technologiques	AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 – art. 5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été réalisée suite au départ de feu dans le stock de DEEE, le départ de feu a été correctement traité par l'exploitant. Le sinistre a pu être rapidement circonscrit par le SDIS 59.

Il est demandé à l'exploitant de tirer tous les enseignements de ce départ de feu à la fois s'agissant de la gestion du sinistre (coupure de la pompe de relevage du bassin de rétention par ex) que de la gestion de son stockage : taille des îlots, circulation entre ces îlots ou pré-positionnement de moyens d'extinction.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de tenir ses engagements et les délais associés relatifs à :

- la mise en place d'un volume de stockage complémentaire des eaux d'extinction,
- la transmission au préfet d'un rapport à porter à connaissance de l'activité de broyage de DEEE de type gros électroménager (hors froid).

A défaut, un arrêté de mise en demeure pourra être proposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : Par courriel du dimanche 18/02/2024, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un départ de feu survenu sur son site le jour même au sein de son stockage extérieur de DEEE en attente de dépollution (démontage des piles et batteries lithium, condensateurs, cartouches d'encre et câbles électriques notamment). L'Inspection s'est rendue sur place le 20/02/2024. Sur la partie du stockage incriminé par l'incendie, les DEEE sont stockés en caisses-palettes (de volume unitaire de 0,8 m3 environ) entreposées les unes à côté des autres. Au moment du départ de feu, à quelques exceptions près, les caisses n'étaient pas empilées les unes sur les autres. Le déroulement de l'accident est le suivant : 14h23 : alerte de détection incendie par les deux systèmes de détection indépendants. Cette alerte est transmise sur le portable du vigile présent hors heures ouvrées. Aussitôt après la levée de doute, le vigile donne l'alerte : appel du concierge (présent sur site) et appel des pompiers. L'embrasement est rapide. Ouverture du portail par le concierge tandis que le vigile commence à tirer une ligne d'eau. 14h37 : arrivée des pompiers et arrosage avec la tonne qui stoppe le départ de feu. 15h : arrivée du superviseur des DEEE groupe sur site. Coupure des pompes de relevage du bassin de récupération des eaux d'extinction pour éviter tout écoulement vers le réseau intercommunal. En parallèle, un conducteur d'engin est mobilisé et arrive sur site vers 15h10 pour étaler le tas qui s'est aggloméré pour finir l'extinction. 15h35 : extinction par les pompiers avec un tapis de mousse pour assurer définitivement l'extinction. Au total, se sont environ 15 m3 de DEEE qui ont brûlé. La zone des DEEE fait l'objet d'une vidéosurveillance enregistrée. Le visionnage du film montre que le départ de feu est très certainement dû à la dégradation d'une pile/batterie lithium-ion (présence d'un flash caractéristique sur l'enregistrement). Les flammes apparaissent très vite après l'apparition des premières fumées et l'embrasement de la caisse-palette se fait très rapidement (quelques minutes tout au plus). A noter que l'exploitant ne peut pas assurer qu'il n'y a pas eu d'écoulement d'eau du bassin de rétention vers l'extérieur avant la coupure de la pompe de relevage, même si c'est peu probable au regard des volumes en jeu. L'Inspection note que l'exutoire des eaux du bassin est le réseau intercommunal (station d'épuration de Marquette-lez-Lille).

L'exploitant précise qu'il n'y avait aucune activité sur le site. En particulier, celle des DEEE était arrêtée depuis le vendredi 15h.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis :

- la consigne écrite que le vigile doit appliquer en cas d'incendie. Elle prévoit dès réception de l'alerte, la levée de doute, l'appel des pompiers, l'ouverture du portail, l'information du cadre d'astreinte Galloo et l'attaque du feu.
- la consigne complémentaire établie suite au présent sinistre : vérification hebdomadaire de l'état des tuyaux incendie. Cette vérification doit être tracée.
- la note de service prévoyant la coupure des pompes de relevage du bassin de récupération des eaux d'extinction ;
- la formation équipier de première intervention du vigile présent lors du départ de feu (vu attestation du 30/06/2022).

Ces consignes font partie du dossier de consignes permanentes des vigiles, dossier mis à jour le 28/02/24 suite à l'incendie.

Postérieurement à la visite (courriel du 26/02/2024), l'exploitant a transmis les résultats d'analyse de l'eau d'extinction stockée dans son bassin. Ils ne montrent aucun dépassements des valeurs limites de rejet. Les eaux peuvent donc être évacuées au réseau (vers la station d'épuration urbaine).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : transmettra sous 2 mois un rapport circonstancié sur les causes du départ de feu, la gestion du sinistre et les conséquences qu'il en tire en termes de retour d'expérience aussi bien en termes d'intervention que de stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 - art.1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, DEEE

Prescription contrôlée :

Rubrique 3550

Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte

DEEE : 170 tonnes

Batteries au plomb : 48 tonnes

Total : 218 t

Régime : A

Constats :

L'état des stocks de DEEE au lundi 20/02 transmis par l'exploitant est le suivant :

- petit électroménager (PAM) en attente de dépollution : 100t en vrac sur la dalle, 16t en caisses ;
- PAM dépollué en attente de broyage : 20t ;
- Gros électroménager (hors froid) (GEM) dépollué en attente de broyage (machine à laver, sèche-linge, lave-vaisselle...) : 10,3 t le matin du 19/02. Le stock est traité au fur et à mesure de la journée par le broyeur ;
- GEM froid en apport volontaire : 250 kg, dans une benne à proximité de la métallerie.

Le stock de DEEE était donc de 146,5 t au 20/02.
A noter que les DEEE broyés rejoignent les marchandises broyées et sont séparés selon les caractéristiques de la matière (ferrailles, mousses, plastiques et non-ferreux), et ne permettent plus une identification du gisement qui en est à l'origine. L'exploitant n'a donc pas de stock de DEEE broyé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 - art.1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, DEEE
Prescription contrôlée : Rubrique 2711 Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719, le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ (DC) Volume total : 990 m3
Constats : Pas de dépassement du volume constaté lors de la visite terrain.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 - art.1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, DEEE
Prescription contrôlée : Rubrique 2710-1b Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 1. Collecte de déchets dangereux : la quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t Batteries et DEEE apportées par les particuliers : 6 t Régime : DC
Constats : La quantité de DEEE ainsi collectée est très faible. Pour l'exploitant dont l'activité repose aussi sur la collecte de ferrailles apportées par les particuliers, il s'agit d'offrir un service permettant d'éviter la dissimulation de DEEE dans des chargements de ferrailles ou leur abandon en dehors des circuits. Vu lors de la visite : quelques m3 de DEEE à l'entrée du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 – art. 5.1.2

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des DEEE
Prescription contrôlée : DEEE : Les DEEE en attente de désassemblage sont stockées sur une aire extérieure dédiée de 390 m ² . Cette aire est ceinturée sur trois faces par les éléments en béton de type légos d'une hauteur minimale de 3,5 m. La hauteur de stockage de DEEE sur cette aire n'excède pas 2,5 mètres.
Constats : Lors de la visite terrain, l'inspecteur a constaté que le stockage de DEEE en attente de dépollution se faisait pour partie en vrac et pour partie en caisses-palettes. L'exploitant sépare ses différents stockages en fonction de leur provenance et des producteurs (particuliers, professionnels, vrac ou caisses-palettes.) L'aire de stockage est délimitée par 3 murs de casiers en légos béton. La hauteur et la surface globale de stockage sont respectées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation 2 : l'inspection invite l'exploitant à engager une réflexion sur la taille des ilots ainsi créés et à envisager de les réduire et de les écarter autant que faire se peut du bâtiment dédié au démontage (cas des DEEE issus des professionnels), le but étant de réduire le risque d'un incendie généralisé à la zone et de faciliter la circulation des secours entre les ilots en cas d'intervention. Observation 3 : l'installation d'un moyen de lutte à demeure à proximité immédiate des stocks de DEEE non dépollués doit être envisagée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 – art. 5.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des engins
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence de deux accès (accès principal avenue industrielle et accès secondaire via le chemin de halage , permettant aux véhicules des services d'incendie et de secours d'intervenir et ceci au moyen d'une voie engins maintenue dégagée sur à minima le demi-périmètre de l'installation et positionnée de manière à ne pas être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou de l'installation. Une voie engin est maintenue dégagée sur le périmètre complet du bâtiment de désassemblage des DEEE. A partir de cette voie « engins » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés du bâtiment par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. La présence de véhicules ou de stockages, même en dehors des périodes d'exploitation, ne doit pas empêcher l'accès à la voie engin. La voie engin respecte les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - largeur libre de circulation de 4 mètres minimum, bandes réservées au stationnement exclues ; - hauteur libre de 3m50 ; - force portante de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux ci étant distants de 3m60 minimum et présentant une résistance minimale au poinçonnement de 80 N/cm² ; - rayon intérieur R de 11 m minimum ; - Sur largeur $S=15/R$ en mètres dans les virages de rayon inférieur à 50 m ; - Pente inférieure à 15 %. Si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.
Constats :

<p>Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté la présence de deux accès pour permettre l'entrée des secours : par l'entrée principale et par une entrée côté canal. Cette entrée est accessible par un portail cadénassé (ouvert au besoin).</p> <p>Le site est accessible sur tout son périmètre. Les allées de circulation sont dégagées. Elles sont constituées pour pouvoir accepter la circulation d'engins lourds de l'exploitant (camions semi-remorques et grues de grande capacité).</p> <p>L'Inspection n'a pas constaté de voie en impasse.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Prévention des risques technologiques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 – art. 5.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de rétention et de confinement des déversement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers un bassin de rétention spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs.</p> <p>Les orifices d'écoulement issus du bassin de confinement sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le confinement est assuré par un bassin étanche ainsi que dans les réseaux enterrés de collecte des eaux pluviales. L'exploitant est en mesure de justifier d'un volume total disponible de 725 m³. La mise en œuvre du confinement fait l'objet d'une consigne écrite interne à l'établissement . Des exercices réguliers au minimum une fois par an.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées ou suivent les principes imposés par le paragraphe 3.3.1 pour un rejet au réseau et après accord du gestionnaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les écoulements sont gravitaires jusqu'au bassin de récupération des eaux. Le bassin est équipé de pompes de relevage automatiques par flotteur.</p> <p>L'Inspection a constaté que le volume du bassin de récupération des eaux d'extinction n'était pas suffisant même en tenant compte du volume d'eau des canalisations.</p> <p>La capacité totale est de 565 m³ et non 725 m³.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant s'est engagé à mettre d'ici le 15 avril une bâche souple de 200 m³. La commande a été passée : vu le devis DE2446591 validé "Bon pour accord" le 01/03/2024. Le délai de fabrication indiquée est de 3 semaines à 1 mois. Vu le devis pour l'approvisionnement d'une pompe d'alimentation : pompe disponible sur stock.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation 4 : suite à l'inspection, l'exploitant a transmis un bon de commande daté du 1er mars 2024 pour l'acquisition d'une bâche souple permettant d'augmenter le volume de récupération des eaux d'extinction incendie de 200 m³ pour une mise en service avant le 15 avril 2024.</p> <p>Observation 5 : l'exploitant s'assurera de la robustesse de l'alimentation électrique de la pompe</p>

de remplissage de cette bâche en cas de sinistre et de coupure d'électricité.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suite : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 30 jours

N° 8 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 – art. 5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les besoins en eau incendie sont de 180 m3/h disponibles durant deux heures.</p> <p>L'exploitant dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et précisés comme ci-après :</p> <p>Trois poteaux incendie privés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours et permettant de fournir un débit minimal unitaire de 60 m3/h sous 1 bar. Chaque poteau dispose d'une aire de mise en station des engins de secours. Chaque aire possède les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - dimensions minimales utilisables de 4 mètres de large et 10 mètres de long; - force portante de 160 kN avec un minimum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3m60 minimum. La résistance au poinçonnement est de 88 N/cm²; - pente comprise entre 2 et 7%; - matérialisation au sol de ces aires et interdiction de stationner clairement affichée (sauf pour les véhicules de secours); <p>une aire de mise en station des engins de secours le long du quai de chargement des péniches du site pour prélèvement direct au niveau de la Deule. Cette aire possède les caractéristiques définie ci-dessus et fait l'objet d'un éclairage si nécessaire;</p> <p>Chaque point d'eau est numéroté, signalé et entretenu conformément au Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Département du Nord.</p> <p>Annuellement, l'exploitant fait appel au SDIS afin de réaliser une reconnaissance opérationnelle de chaque point d'eau.</p> <p>Tous les trois ans, l'exploitant justifie auprès du SDIS de la disponibilité effective des besoins en eau incendie;</p> <p>un système d'extinction d'incendie dans la chambre du broyeur;</p> <p>un système d'extinction automatique d'incendie au niveau du cible du bâtiment broyeur (cible bivitec) et de son box de stockage associé;</p> <p>un système de détection automatique d'incendie dans l'atelier de désassemblage des DEEE;</p> <p>un système de détection automatique d'incendie au niveau de la zone de réception/stockage des DEEE en attente de dépollution et de la zone de stockage de batteries au lithium. Il est composé de détecteurs thermiques permettant de détecter au plus tôt tout échauffement anormal dans les stockages.</p> <p>Les moyens sont complétés par;</p> <p>des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets.</p> <p>des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'exploitant fait procéder au minimum à une vérification annuelle des extincteurs. Les systèmes de</p>

détections et d'extinction automatiques font l'objet d'une vérification semestrielle. Tout écart remettant en cause le bon fonctionnement de ces dispositifs est corrigé sans délai.

L'exploitant identifie sur le site une ou des aires extérieures revêtues et disponible en cas d'incendie pour l'étalement des déchets combustibles pris dans un incendie. Un engin de manutention des déchets est disponible pour la manipulation des déchets en cas d'incendie, par une personne formée à l'utilisation de l'engin. L'exploitant présente aux services du SDIS, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'aire identifiée ainsi que le moyen de manutention retenu.

Constats :

Moyens incendie :

Vu le rapport LST du 23/03/23 relatif au contrôle du débit des poteaux incendie. Les débits mesurés sont respectivement de 157 m3/h, 96 m3/h et 73 m3/h sous un bar pour chacun des 3 poteaux. Prochain contrôle programmé le 27/02.

Vu la présence des 3 poteaux lors de la visite terrain. Leur accès est dégagé. L'attention de l'exploitant est attirée sur le marquage au sol, effacé par la circulation des camions, qui doit être refait régulièrement.

Vu les systèmes de détection par caméra thermique et par détection de flamme. Il s'agit de 2 systèmes différents et indépendants.

Vu l'enregistrement par caméra.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation 6 : renouveler le marquage au sol au niveau des poteaux incendie à chaque fois que nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention et gestion des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2023, article Annexe 1 – art. 6.1.3

Thème(s) : Installation de broyage des ferrailles/VHU/DEEE

Trois types de déchets alimentent le broyeur :

- VHU dépollués ;
- DEEE : Petits équipements (catégories 5 et 6) dépollués exclusivement ;
- déchets métalliques, ferrailles.

L'opération de broyage des VHU est réalisée conformément au cahier des charges en annexe 5 du présent arrêté.

Tout autre déchet est interdit pour l'alimentation du broyeur. Sont notamment interdits les DEEE autres que les Petits Equipements (catégorie 5 et 6), les cuves non dégazées, les bouteilles ayant contenu des gaz et non dégazées ...

Sous un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté, les déchets métalliques comportant un isolant de type mousse polyuréthane comme les ballons d'eau chaude ne sont plus broyés sur le site.

Les DEEE sont broyés par campagnes dédiées.

L'installation de broyage est composée d'un broyeur d'une capacité de 40 tonnes par heure, une ligne de pré-tri (trommel, séparateur par courant de Foucault) et des bandes transporteuses.

En sortie du broyeur, les différentes fractions collectées sont :

- la fraction type acier E40 ;
- la fraction mixte non ferreux (dont plastiques) ;
- les sables 0-4 mm ;
- les poussières de filtration ou fluff.

Constats :

L'exploitant procède au broyage de DEEE de type GEM (hors froid). Il n'est pas autorisé à broyer ce type de déchet. **Il convient que l'exploitant régularise sa situation en déposant à M le préfet du Nord un dossier de porter à connaissance.** Il a indiqué que ce porter à connaissance était en cours de rédaction (l'inspection a en effet pu rencontrer le bureau d'études présent sur le site au moment de la visite). Il convient que ce porter à connaissance soit déposé rapidement et avant le 15/04/2024.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suite : Demande d'action corrective

Proposition de délai : 30 jours